

# Le Conseil de sécurité de l'ONU autorise l'envoi d'une force multinationale en Albanie

Plus d'une vingtaine de disparus dans le naufrage d'un bateau de réfugiés

Le Conseil de sécurité de l'ONU a autorisé, samedi 29 mars, le déploiement d'une force multinationale en Albanie, afin d'y faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire. La résolution 1101, qui donne le feu vert à l'opération sous commandement italien, a recueilli 14 voix, la Chine s'étant abstenue. Un bateau chargé d'Albanais s'est abîmé dans le détroit d'Otrante après une collision avec une vedette italienne.

LA FORCE multinationale qui sera envoyée en Albanie ne sera pas une force onusienne. Le Conseil de sécurité des Nations unies s'est contenté d'"autoriser" la mise en place, par "certains Etats membres", d'une "force multinationale temporaire de protection", à "effets limités". L'Italie a offert de prendre la direction de l'opération, dont le mandat a été fixé à trois mois. Le recours à la force a été autorisé, en vertu du chapitre VII de la Charte de l'ONU. Plusieurs pays européens, notamment la France (qui a joué un rôle moteur pour le feu vert aux Nations unies), l'Espagne, le Portugal et l'Autriche, envisagent de participer à la mission.

Rome avait indiqué, jeudi 27 mars, que la force multinationale pour l'Albanie pourrait compter initialement 2 500 hommes. Le chiffre de 5 000 "en pleine phase" a également été cité. De nombreux détails opérationnels restent à régler entre les capitales concernées. La résolution 1101 a été parrainée par 15 pays, dont les Etats Unis, qui ont exclu d'envoyer des soldats en Albanie. Le texte a été adopté après plus de 24 heures de discussions intensives. Il s'agira de faciliter l'acheminement "rapide et sûr" d'une assistance humanitaire et d'aider à créer "le climat de sécurité nécessaire aux missions des organisations internationales". L'Italie a précisé

qu'il était question avant tout d'assurer "la protection des ports, de l'aéroport de Tirana et des principales voies de communication, ainsi que de stocks d'aide humanitaire". Le coût de la mission sera pris en charge par les Etats participants. Selon des diplomates occidentaux, les choses se sont accélérées à l'ONU après réception d'une nouvelle lettre du représentant de Tirana qui est apparue comme une requête formelle. Il y a eu aussi un "sentiment d'urgence" à New York, notamment après l'annonce du massacre d'au moins 18 membres d'un gang armé par des villageois, jeudi, dans le sud de l'Albanie et le naufrage, vendredi, d'un navire albanais après une col-

lision avec une vedette militaire italienne. Le navire avait ignoré toutes les injonctions de la vedette italienne qui lui demandait de s'arrêter, a indiqué le ministère de la Défense italien. La marine italienne, qui a suspendu les recherches samedi à l'aube, a dressé un premier bilan de quatre morts et une vingtaine de disparus. On ignorait toutefois le nombre précis des personnes qui s'étaient embarquées à Vlora. Un total de 34 personnes dont deux blessées avaient été récupérées par les unités de secours de la marine italienne dans la nuit de vendredi à samedi et transférées à Brindisi où tous les blessés ont été mis en état d'alerte. (AFP)

## La République de Macédoine tente d'enrayer ses tensions internes

SKOPIE

de notre envoyé spécial

La République de Macédoine a jusqu'ici résisté aux tempêtes dont ont été victimes trois de ses voisins. Les mouvements de protestation en Serbie et en Bulgarie et l'implosion albanaise ne l'ont, pour l'instant, pas directement affectée. Elle commence même à développer, avec son quatrième voisin, la Grèce, des relations plus normales après la querelle qui les avait empoisonnées, au moment de l'indépendance, en raison du nom et du drapeau choisis par le nouvel Etat.

Mais la Macédoine ne semble pourtant pas à l'abri de tumultes internes. La recrudescence des tensions entre la population macédonienne et la minorité albanaise (qui représente plus du quart de la population), les difficultés économiques - et surtout sociales - grandissantes, ainsi que la multiplication d'affaires de corruption fragilisent un gouvernement de coalition de plus en plus pressé par l'opposition d'avancer la date des élections législatives, théoriquement prévues pour 1998.

« La situation n'est pas bonne. Elle est plus mauvaise qu'il y a seulement six mois et pire que l'an dernier », résume Petar Goshiev, le président du Parti démocrate (opposition centriste). Il estime que « les manifestations d'étudiants macédoniens [qui protestent contre l'instauration d'une loi favorable aux étudiants albanais] montrent qu'une cassure est apparue dans les relations entre les deux

communautés, même s'il est encore difficile d'en mesurer l'ampleur. Parallèlement, dans l'électorat albanais, c'est le parti radical qui augmente son influence, ce qui ne constitue pas non plus un bon signe ».

Ce premier constat est partagé jusque dans les rangs du gouvernement. « C'est vrai qu'il n'y a jamais eu dans le passé beaucoup de mélange entre nos deux communautés », assure le ministre de la Justice, Vlado Popovski, et que l'augmentation de la population albanaise, en raison de l'immigration et d'un taux de natalité élevé, provoque la radicalisation que nous constatons actuellement ; d'ailleurs plus que nous avons hérité d'une situation d'inégalité à laquelle il est difficile de remédier rapidement ».

UN TAUX DE CHÔMAGE DE 30 %

Partenaire de la coalition au pouvoir, le Parti de la prospérité (Albanais modérés) fait lui aussi les frais du durcissement des revendications de la population albanaise. La scission du parti a profité à l'aile radicale (PPDA), qui a conquis, aux dernières élections locales de l'automne 1996, plusieurs municipalités importantes. Ismet Ramadani, qui préside le groupe parlementaire du Parti de la prospérité, estime que son organisation « ne peut envisager de rester dans la coalition gouvernementale que si la langue albanaise est reconnue et que si [la] communauté [albanaise] dispose officiellement d'une université ».

A ces revendications de la

communauté albanaise, y compris de ceux du parti qui la représente au sein du gouvernement, s'ajoute une situation sociale largement détériorée. Selon l'ancien ministre de l'économie Risto Ivanov, qui est aujourd'hui vice-président du Parti libéral, « les réformes économiques ont été mal gérées par le gouvernement, qui n'a pas suffisamment pris en compte la dimension sociale de sa politique avec, en conséquence, un taux de chômage qui avoisine 30 % et s'ajoute à près de 10 % d'emplois précaires ».

« Il est vrai que la situation sociale est difficile, explique Saso Orlandoski, chargé des affaires extérieures à la Banque mondiale, mais il est évident que la Macédoine représente l'un des exemples de transition réussie dans la région : l'inflation est maîtrisée, le programme de privatisation avancé, même si, en raison de la faiblesse de l'investissement étranger, ce pays est obligé de faire du capitalisme sans argent ».

Lorsque l'on évoque devant lui ce jugement favorable de la Banque mondiale sur la situation du pays, Stojan Andov, président du Parti libéral (opposition centriste), éclate de rire. « La Banque mondiale est juge et partie, dit-il, puisque c'est sa politique qui a été mise en œuvre et qu'elle collabore avec le gouvernement pour l'appliquer. Il n'est pas possible de répéter à une population qui connaît un taux de chômage de 30 % que l'inflation est heureusement maîtrisée. C'est un peu court, surtout quand s'ajoutent des fautes graves

comme la gestion "pyramidale" de la caisse d'épargne FAV et quand la corruption s'accroît ».

Dans un discours prononcé récemment devant le Parlement, le premier ministre, Branko Crvenkovski, a tenté de désamorcer la crise naissante. Il a proposé d'organiser une table ronde « afin d'ouvrir un dialogue avec tous les partis politiques sur la future loi électorale et sur la date à laquelle devrait se dérouler le scrutin ». Concernant les affaires de corruption, il a souligné que « le crime, en République de Macédoine, est une maladie qui ne peut pas être soignée avec des pilules ou du sirop. Nous en sommes arrivés à un point où il faut que nous nous préparions à des opérations chirurgicales », même « si elles doivent affecter des gens influents ».

Les deux partis du centre (libéral et démocrate), qui doivent prochainement fusionner - réclament, comme le VRMO (Parti nationaliste, droite), l'organisation d'élections anticipées, au plus tard à l'automne. Mais les principaux acteurs macédoniens gardent en mémoire les débordements récents dans les pays voisins et souhaitent avant tout éviter un scénario qui conduise à d'éventuels et imprévisibles dérapages. « Toute la question est maintenant de savoir, affirme le rédacteur en chef du quotidien indépendant Dnevnik, Aleksandar Damovski, si l'ouverture annoncée par le premier ministre n'arrive pas trop tard ».

D. H. G.

## Kiro Gligorov, président de la République de Macédoine

« Nous avons de bonnes chances de sauvegarder la paix »

SKOPIE

de notre envoyé spécial

Les difficultés sociales et la tension entre les communautés albanaise et macédonienne ne risquent-elles pas de déstabiliser votre pays ?

Nous poursuivons la réalisation des réformes pour lesquelles nous nous sommes mis d'accord avec les principales organisations internationales, comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Elles ont un prix et un coût social, c'est vrai. Mais nous sommes décidés à les réaliser le plus vite possible, car plus nous attendons pour les entreprendre, et plus le coût en serait élevé. Regardez ce qui se passe chez nos voisins qui, comme la Serbie, la Bulgarie et l'Albanie, n'ont pas entrepris ces transformations fondamentales.

Mais la rapidité de ces réformes n'est-elle pas aussi risquée ?

Il s'agit d'un changement nécessaire des structures de notre société, et le problème du chômage ne disparaîtrait pas si l'on ralentissait le rythme des réformes ou si l'on décalait de les arrêter.

Ne craignez-vous pas une radicalisation de la minorité albanaise ?

Il est vrai que, en Macédoine, la population albanaise est partagée. Une partie est installée dans le pays depuis très longtemps. Lan-

dis que les autres sont arrivés plus récemment, en provenance principalement des provinces serbes du Kosovo et du Sanjak. Ces derniers sont beaucoup plus radicaux et ont comme but final la création d'une Grande Albanie. Et les plus modérés sont sous leur pression permanente. Ils sont considérés comme des traîtres s'ils ne souscrivent pas aux mêmes aspirations.

Les principales revendications concernent l'éducation supérieure.

Égaliser leur université de Tetovo ne serait pas une bonne solution. L'apprentissage de la langue maternelle est garanti pour les Albanais jusqu'à la fin des études secondaires par notre Constitution. Mais comment apprendront-ils la langue officielle si tout leur enseignement se fait uniquement en albanais ? Le problème, c'est que les Albanais ne sont pas représentés au sein de l'université, en raison de l'enseignement assez médiocre dispensé dans les classes primaires et secondaires albanaises. Le gouvernement a fait, à ce propos, une proposition courageuse en faisant voter une loi pour que l'enseignement à la faculté de pédagogie puisse être fait en albanais.

Elle n'a satisfait ni les étudiants albanais ni les Macédoniens.

Les premiers voulaient plus et considèrent que cette mesure ne



KIRO GLIGOROV

régler pas leurs problèmes. Les seconds redoutent que l'enseignement supérieur soit de plus en plus albanais et que la langue macédonienne soit menacée en tant que langue officielle. Ils sont contre les quotas instaurés en faveur des minorités ethniques.

Le gouvernement fait face sur tous ces points à une montée du mécontentement populaire.

L'opposition essaie surtout de faire tomber le gouvernement en utilisant les problèmes sociaux comme slogans. Plusieurs tentatives de ce type ont déjà été faites ces dernières années, mais sans succès, car le peuple est conscient qu'une telle aventure pourrait provoquer la dispartition de l'Etat. Et la revendication d'élections anticipées par l'opposition est de toute façon dépassée, car elle aura besoin d'au moins six mois pour préparer la nouvelle loi électorale, et nous arriverons donc presque à la

fin de cette année, compte tenu des vacances parlementaires. En juin 1998, la campagne électorale s'ouvrira.

Comment évoluent vos relations avec la Grèce ?

Nous sommes satisfaits de l'évolution de nos relations. Les contacts se poursuivent à New York avec le médiateur Cyrus Vance au sujet de notre statut constitutionnel. Le commerce et les échanges se déroulent dorénavant de manière normale, et les Grecs ont investi 20 millions de deutschemarks en Macédoine (70 millions de francs environ), ce qui témoigne de leur intérêt pour notre programme de privatisations. Le ministre des affaires étrangères est venu à la mi-mars à Skopje, et une rumeur persistante indique que le premier ministre grec lui-même pourrait prochainement nous rendre visite. Une éventualité qu'il avait évoquée lors de son election.

Vous êtes donc optimiste ?

La Macédoine a de bonnes chances de sauvegarder sa paix et sa sécurité. Après la longue période de convalescence de trois mois qui a suivi l'attentat dont j'ai été victime, j'ai été très heureux de voir que les institutions de l'Etat avaient parfaitement bien fonctionné.

Propos recueillis par Denis Hautin-Guilart